



**Déclaration préalable FNEC-FP FO**

**CTSD du 26/01/2023**

Monsieur le Directeur académique, Mesdames et messieurs les membres du CSAD,

Cette carte scolaire pour la rentrée 2023 est encore une fois un désastre. Bien que le projet initial de 30 fermetures de classes ait été modifié, celui-ci, prévoyant maintenant 26 fermetures, nous ne sommes pas dupes et savons que ces annulations correspondent à une marge de manœuvre existante en amont du groupe travail.

Comment accepter cette destruction des services publics de l'éducation alors que dans notre département les établissements privés ont la part belle et se développent copieusement, creusant davantage des inégalités déjà existantes ? Cette carte scolaire fermant des classes en REP ou dans des quartiers accueillant un public difficile ne fait que fragiliser des écoles qui le sont déjà. Les fermetures de classes impliquant une dégradation des conditions de travail pour les enseignants, dégradent également les conditions d'accueil et d'apprentissage pour les élèves. Que dira-t-on encore ? Que nos élèves ont de mauvais résultats aux évaluations internationales et qu'il faut organiser du soutien en maths et en français en classe de sixième ? Cette dernière mesure proposée par le ministre n'est que saupoudrage. La meilleure façon de permettre aux élèves de réussir est de ne pas fermer de classe. C'est uniquement un moyen supplémentaire de déréglementer nos statuts en demandant aux professeurs des écoles d'intervenir dans les collèges !

Mais cela n'est pas tout, dans un contexte toujours plus poussé d'inclusion systématique, de manque de RASED, de places en établissements spécialisés ou encore de structure de soins, nos collègues subissent de plus en plus de violence. Violence des réformes successives de l'éducation nationale mais aussi violence de la part des élèves. Dans toutes les écoles nous constatons de plus en plus d'élèves ingérables pour lesquels aucune solution n'est trouvée si ce n'est que les déscolariser ou les changer d'école déplaçant ainsi le problème. Et c'est toute la communauté éducative qui en subit les conséquences y compris nos collègues AESH déshumanisés et maltraités davantage depuis la mise en place des PIAL. Tout cela conduit à des conditions de travail intenable aussi bien pour les personnels que pour les élèves !

Vous le savez, notre organisation syndicale s'opposera à ce projet de carte scolaire. Nous nous opposerons aux fusions d'écoles qui n'ont pour but que de globaliser les effectifs pour faire fermer des classes et ainsi supprimer des postes. La création de postes hors la classe n'est pas une priorité, ces moyens doivent être alloués à la création de postes devant élèves. Avant de créer des postes supplémentaires de CPC commençons déjà par leur permettre de faire leur véritable travail de formation en arrêtant de leur attribuer des missions qui ne relèvent pas de leurs fonctions comme la distribution des masques ou les évaluations nationales.

Cette carte scolaire avec la suppression de 20 postes reflète une fois de plus le mépris gouvernemental vis à vis des personnels. A cela s'ajoute la perte de pouvoir d'achat avec une revalorisation du point d'indice inférieur à l'inflation, la promesse d'une revalorisation pour certains divisant ainsi les personnels.

Le 19 janvier les enseignants étaient massivement dans la rue pour montrer leur colère, leur exaspération et leur épuisement face à une énième attaque contre leurs droits. Travailler plus et gagner moins ou travailler plus longtemps, il n'en n'est pas question. Notre organisation syndicale s'y oppose et appelle les enseignants à se mobiliser dans la rue le 31 janvier pour obtenir le retrait la réforme rejetée par la majorité de la population.

Cette année à nouveau les prévisions de DHG sont nettement insuffisantes malgré les ajustements de dernière minute. La suppression massive des postes d'enseignants tant au niveau national qu'académique précarise encore les personnels et dégrade encore leurs conditions de travail.

Les différences d'effectifs retenus par vos services et ceux présentés par certains établissements sont pour le moins surprenantes, comme par exemple au collège de Vermenton.

La suppression des heures de technologie en 6è est proprement aberrante, d'aurant plus que cela est fait pour instaurer un soutien en mathématiques et en français dont on ignore pour l'heure, malgré les annonces du gouvernement, qui va les assurer. A défaut des professeurs des écoles précédemment cités par le ministre, et dont ce n'est pas le rôle, il semblerait que les professeurs de technologie pourraient être amenés à faire ce soutien. Il n'y aurait donc plus ni respect des statuts ni respect des champs disciplinaires des enseignants qui, on vous le rappelle, ont passé un concours dans leur champs de

connaissance, et même niveau bac +5, ce qui explique en partie la crise du recrutement des personnels.

Pourquoi faire 5 ans d'étude pour un salaire misérable et ne pas enseigner la matière dans laquelle on a passé un concours ?

Nous demandons que les DHG soient abondées de telle sorte que les établissements scolaires puissent fonctionner correctement sans classes surchargées et dans le respect du statut des enseignants. Les personnels ne pourront pas éternellement accepter de telles conditions de travail, d'autant plus dans un contexte de réforme des retraites profondément injuste.

Je vous remercie.